

Analyse de l'effet de la politique industrielle sur le décollage du secteur industriel algérien

ZEMIRLI Radhia

Faculté : Sciences Economiques, Commerciales et de Gestion

Université : Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou

E-mail : radhia_zemirli@hotmail.fr

Résumé

Avec la baisse des prix du pétrole, l'Algérie a accordé la priorité à la mise en place d'une base industrielle publique diversifiée, dont la production était exclusivement destinée au marché intérieur. Approche pour une nouvelle ambition industrielle, les perspectives de développement de l'économie algérienne sont étroitement liées à son potentiel de diversification, qui peut-être exploité notamment à travers la mise en place des leviers du déploiement de l'industrie.

Or, le secteur industriel est entravé par des enjeux de taille, qui l'empêchent de se développer, et ce malgré les différentes réformes et initiatives pour le relancer qui ont été vouées à l'échec et sans un effet important sur ce secteur qui peine toujours à prospérer.

Cet article a pour objectif de présenter les principales directives de la stratégie industrielle mises en place par les autorités publiques, et puis d'analyser l'impact de ces différentes politiques et stratégies industrielles sur le développement du tissu industriel algérien dans un contexte où l'économie algérienne a fortement besoin d'une diversification économique solide, tout en essayant d'appréhender les principales raisons d'échec de ces politiques et leur faible effet sur le décollage du secteur industriel algérien.

Mots clés : Industrie ; Stratégie industrielle ; PME/PMI ; Croissance économique ; Algérie.

Abstract

With the drop in oil prices, Algeria has given priority to the establishment of a diversified public industrial base whose production was exclusively for the domestic market. Approaching a new industrial ambition, the development prospects of the Algerian economy are closely linked to its potential for diversification, which can be exploited notably through the implementation of the levers of the deployment of the industry.

However, the industrial sector is hampered by major stakes, which prevent it from developing, despite the various reforms and initiatives to revive it that have been doomed to failure and without a significant effect on this sector that is barely always to prosper.

This article aims to present the main directives of the industrial strategy put in place by the public authorities, and then analyze the impact of these different policies and industrial strategies on the development of the Algerian industrial fabric in a context where the Algerian economy Strongly needs sound economic diversification, while trying to understand the main reasons for the failure of these policies and their weak effect on the take-off of the Algerian industrial sector.

Keywords: Industry; Industrial strategy; SME / SMI; Economic growth; Algeria.

Introduction

Le repli des cours des hydrocarbures observé et la baisse des volumes exportés ont incité l'Etat algérien à accélérer le processus de diversification de l'économie, notamment dans les secteurs potentiellement porteurs à l'image de l'industrie, l'agriculture, ou le tourisme. Plus particulièrement, le développement industriel constitue, dans cette optique, une ambition nationale et un enjeu de premier ordre. Cette ambition est portée d'abord par l'Etat, qui en a fait un choix stratégique et un levier important dans la construction d'un projet national socio-économique.

En effet, l'Algérie s'est engagée, surtout depuis 2007 avec la nouvelle stratégie industrielle (NSI), dans la réalisation d'un programme d'actions visant la relance de l'investissement et le développement industriel dans le but de contribuer à la consolidation du nouveau modèle de croissance économique basé, en plus de l'équilibre budgétaire, sur l'entreprise et le développement de sa capacité à créer de la richesse et de l'emploi.

Néanmoins, en dépit des efforts consentis en matière de soutien à l'essor des PME/PMI, ces dernières ne semblaient pas être à la hauteur des objectifs escomptés. La politique industrielle se heurtait à plusieurs contraintes, notamment, les contraintes réglementaires et institutionnelles, en plus des problèmes structurels qui caractérisent l'économie algérienne à savoir : une économie au ralenti, reposant essentiellement sur l'extraction des hydrocarbures, une bureaucratie lourde au sein de laquelle on perçoit des relents de corruption...

Par conséquent, la contribution du secteur industriel à la croissance nationale ne dépasse pas aujourd'hui les 06% du PIB. Avec une part insignifiante dans la croissance économique, l'industrie algérienne se classe en dernière position avec seulement 5,6% du PIB en 2016, loin derrière les autres secteurs d'activité.

Ces faits nous ont conduit à poser la problématique suivante : *la politique industrielle a-t-elle réalisé les résultats escomptés sur le développement du secteur industriel algérien ?*

Afin de répondre à cette problématique nous adopterons une analyse descriptive du contexte industriel algérien, en présentant en premier lieu l'apport de la stratégie industrielle, tout en expliquant les raisons de son échec. En deuxième lieu, nous analyserons les retombées de la politique industrielle sur le développement du tissu industriel en mettant l'accent sur les caractéristiques principales des PMI algériennes. Et enfin, nous effectuerons une vision critique sur les faiblesses de l'industrie algérienne l'empêchant de prospérer.

I. Industrialisation en Algérie : Echec d'une stratégie

Pour promouvoir le secteur industriel, un certain nombre de réformes ont été entreprises. Les réformes engagées par la politique économique ont pour objectif la relance de l'économie algérienne et en particulier la reprise de la croissance dans le secteur industriel. Dans ce cadre, favoriser le développement de la petite et moyenne entreprise a été considéré comme facteur clé susceptible de dynamiser la croissance hors hydrocarbures et soutenir les objectifs de diversification de l'économie nationale.

Une politique économique et une stratégie industrielle qui placeraient l'entreprise au cœur de cette problématique est à même de favoriser son émergence. Ce qui implique un recentrage sur l'entreprise et sur son environnement national et international qui met en relief la nécessité de lui assurer les meilleures conditions possibles de fonctionnement.

En quoi consiste cette stratégie ? Et quelles en sont les grandes lignes directrices ? Et quelles sont les raisons de sa non réussite ?

1. Bref aperçu sur la nouvelle stratégie industrielle (NSI)

En effet, Le Ministère de l'industrie a mis en place des programmes d'appuis, d'aide et de soutien aux entreprises désireuses d'améliorer leurs performances industrielles et de se positionner sur le marché international.

Dans ce cadre, une nouvelle stratégie industrielle (NSI) est mise en place notamment en 2007, cette dernière vise une «croissance endogène», c'est-à-dire qui tire son dynamisme de l'intérieur du système industriel national. Il convient alors de choisir les activités à forte valeur ajoutée. L'industrie algérienne visera à acquérir des parts de marché dans la production des biens et service à haute valeur ajoutée. Elle créera ainsi des «Avantages comparatifs construits sur l'innovation et la connaissance pour créer des capacités de compétitivité durables» (Boukhouni Ouahiba, 2014). Cette approche requiert, des ressources humaines expertes et un système économique efficient.

Le Ministère de l'industrie et des mines a présenté les axes suivants de la NSI¹ :

- **Valorisation du potentiel industriel national** par la mise en œuvre des plans de modernisation et de développement des entreprises publiques économiques pour lesquelles le Gouvernement a déjà consenti des crédits pour leur modernisation et leur développement. La récente reconfiguration du secteur public industriel par la mise en place de groupes industriels

qui sont appelés à jouer un rôle déterminant en termes de performance et de compétitivité en répondant aux exigences de redéploiement dans les secteurs porteurs ;

Partant du constat de la nécessité de l'amélioration du cadre légal du dispositif actuel régissant l'investissement, la refonte préconisée vise à dynamiser l'investissement national pourvoyeur d'emplois durables et de richesse par l'encouragement de la création d'entreprise et la promotion du partenariat public-privé national étranger.

Dans ce sens, des amendements ont été apportés à la loi relative à la promotion de l'investissement et aux textes organisant les activités de l'ANDI notamment à travers trois régimes:

Les avantages accordés au titre du régime général : franchise de TVA sur les biens et services non exclus, exonération des droits de douanes sur les équipements importés non exclus, exonération du droit de mutation sur les acquisitions immobilières, exonération pendant trois ans de l'IBS² et la TAP³ ; les avantages accordés au titre du régime des zones à développer : qui concerne également des franchise de TVA sur les biens et services, exonération des droits de douanes et de l'IBS ; avantages accordés au titre du régime de la convention : il permet en plus des avantages précités de bénéficier de l'exonération du droit de mutation sur les acquisitions immobilières et les publicités légales, exonération des droits d'enregistrement, exonération de la taxe foncière⁴.

- **Mise à niveau des entreprises** pour leur permettre de se positionner par rapport à leurs concurrents internationaux tant au niveau de la compétitivité que du pouvoir innovant. La mise à niveau est un défi qui s'inscrit dans la démarche globale d'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale en général et de l'entreprise en particulier, visant la consolidation et la pérennisation de l'entreprise dans une dynamique de substitution et de véritable alternative de croissance hors hydrocarbures, à travers l'émergence d'un environnement attractif.

En outre, cette initiative qui permet le développement des entreprises passe nécessairement par la promotion de l'investissement dans le capital humain. La NSI insiste sur la nécessité d'une politique de communication allant dans ce sens qui doit par ailleurs être appuyée par des incitations publiques à la formation au sein même des entreprises.

Ceci, doit être assuré, d'une part, par la formation d'une nouvelle élite managériale capable de donner une impulsion à l'industrie algérienne. D'autre part la formation de la main d'œuvre afin d'en améliorer la productivité et que celle-ci puisse se saisir des innovations mises en

place. Le taux d'encadrement est estimé à 5% dans l'industrie et les besoins de formation en management sont évalués à 120 millions d'heures (Boukhouni Ouahiba, 2014).

Ce programme de mise à niveau n'a cependant pas eu le caractère structurant attendu. La compétitivité des entreprises algériennes reste bien en deçà des attentes et surtout des enjeux qui leur sont posés par les échéances internationales.

- **Promotion des IDE** considéré généralement comme un levier de mise à niveau et de restructuration de l'industrie manufacturière et de l'amélioration de la productivité nationale, c'est-à-dire de la compétitivité internationale de l'économie. L'IDE est prévu d'être un catalyseur de la compétitivité et de l'exportation.

Pour attirer les IDE, la NSI a prévu de créer des cadres opérationnel et institutionnel adaptés ainsi que le climat adéquat au développement et à l'encouragement de l'investissement à travers deux mécanismes⁵ :

- L'amélioration de l'offre foncière pour mettre à la disposition des investisseurs l'infrastructure adaptée aux besoins en qualité et dimensions ;
- La refonte du cadre réglementaire de l'investissement qui se trouve actuellement dispersé dans des textes à différents niveaux. Amélioration de l'offre foncière

Ainsi, l'amélioration de l'environnement des affaires et la réforme des procédures administratives, constituent des axes stratégiques et prioritaires, structurant le plan d'action du gouvernement et donc celui du secteur de l'industrie et des mines.

2. Echec de la NSI

Dans le secteur industriel, le marasme est manifeste et persiste toujours malgré les différentes mesures mises en place pour booster ce secteur. En termes réels, celui-ci suit une tendance baissière de la production industrielle des principales activités industrielles, comme le montrent les statistiques ci-après.

Les experts reconnaissent que la stratégie mise en place en 2007 pour développer le tissu des PMI et de l'entreprise en général n'a pas réalisé le résultat escompté, et que la politique de la mise à niveau des entreprises a été un échec.

Ce programme national de recadrage des entreprises, qui avait touché dans un premier temps 20 000 entreprises, éligibles à un vaste plan de financement doté de 380 milliards de dinars, il avait touché les entreprises activant dans les secteurs à forte valeur ajoutée : industries mécaniques, électroniques, services, BTPH, ...etc. Mais, l'échec était au bout et la politique industrielle ne marchait pas.

En effet, l'Algérie n'a pas réussi à mettre en place des PME/PMI performantes, ni à faire mieux que le Maroc ou la Tunisie, qui orientent la production vers l'exportation.

Les raisons de ce marasme sont multiples, on peut citer l'obsolescence de l'outil de production, la contrainte de financement, la mauvaise gouvernance et le difficile processus de privatisation. Ce dernier n'a pas pu voir le jour du fait de la forte intégration des entreprises publiques, or, leur privatisation n'est pas facile au regard de la pratique internationale qui recommande de ne privatiser, du moins en première approche du marché, que les entreprises rentables ou potentiellement rentables sous l'effet de mesures de restructuration. Et aujourd'hui, l'environnement actuel du secteur public n'est plus très favorable à financer leur recapitalisation, voire leur programme de restructuration industrielle et managériale.

De plus, une politique de relance industrielle doit être au cœur de la politique économique pour trois raisons essentielles : premièrement, sa contribution à l'effort de stabilisation macroéconomique ; deuxièmement, à la promotion des exportations hors hydrocarbures ; troisièmement à la transformation globale de l'économie par la réduction du chômage.

Cet échec de la politique industrielle algérienne peut-être perçue via la faible performance du contexte industriel algérien observée à travers plusieurs indicateurs présentés dans le point qui suit.

II. Contexte industriel en Algérie: Quelle réalité des PMI

Il est utile de rappeler que le développement économique d'une nation est lié à l'émergence d'une industrie florissante nécessite bien entendu beaucoup de soutiens. En Algérie y a eu plusieurs tentatives afin de développer ce secteur : restructuration et filialisation des EPE puis les privatisations suivi en 2000 par le développement des PME/PMI, création d'organisme d'aide aux entreprises industrielles, faciliter le financement, une politique attractive pour les IDE. De tout cela quel bilan et quels résultats ?

1. Population des PMI : Evolution et caractéristiques

Afin d'appréhender le développement du secteur industriel en Algérie, il convient de présenter le nombre de PMI existantes sur le total des PME, dont ce dernier n'a cessé d'augmenter ces dernières années dépassant le 1 millions de PME en 2016.

D'après le tableau n°01, le nombre de PME se stabilise à 1 060 289 entreprises en 2017, 92 804 d'entre elles sont des petites et moyennes industries privées et 84 sont des PMI publiques. Ces dernières représentent 31,82% des PME publiques, soit la part la plus importante des entreprises publiques du fait de la prédominance du secteur public dans ce secteur industriel. Dans le total des PME privées, les PMI ne représentent que 8,75%, une contribution minimale reflétant le manque d'engouement du secteur privé à se spécialiser dans cette branche d'activité. De plus, par rapport à l'année 2016 qui a enregistré 99 275 PMI privées, ce nombre à occasionner un léger recul de -6,52% en 2017, et un nombre de 1654 PMI radiées entre 2016 et 2017.

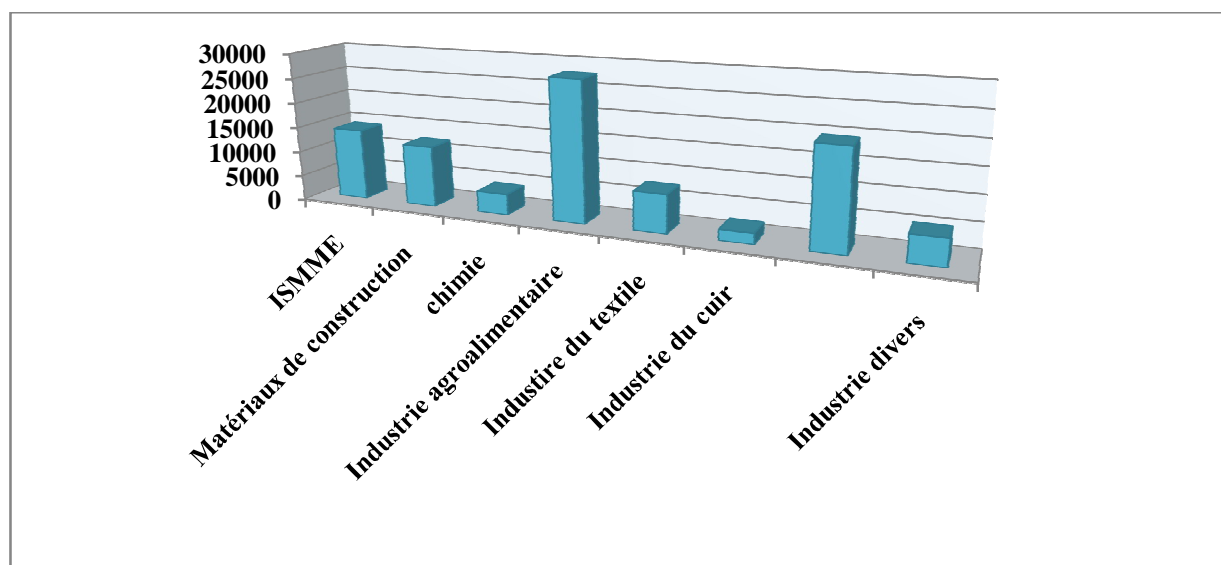
Tableau n° 01 : Population de PME/PMI algériennes en 2017

	Nombre
Population totale des PME	1 060289
PME créées en 1 semestre 2017	4 166
PME privées	1 060 025
PME publiques	264
PMI privées	92 804 (soit 8,75%)
PMI publiques	84 (soit 31,82%)

Source : Conçu à partir des données du Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'industrie et des mines n° 31, Edition Novembre 2017.

Par ailleurs, l'observation du graphique ci-dessous qui montre le nombre de PMI selon les activités industrielles, révèle que le nombre total de PMI reste encore très faible n'atteignant même pas les 100 000 PMI. Le nombre le plus important de PMI se concentre dans l'industrie agroalimentaire qui abrite 27 742 PMI, suivi de l'industrie du bois et de papier (19 478), des industries sidérurgique, métallique, mécanique et électrique et électronique « ISMMEE » avec 14 219 et de l'industrie de matériaux de construction (12 169).

Graphique n°01 : Le nombre de PMI selon l'activité industrielle pour l'année 2017



Source : Conçu à partir des données du Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'industrie et des mines n° 31, Edition Novembre 2017.

Au regard de ces statistiques, les PMI sont appelées à renforcer leur capacité pour survivre et développer le secteur industriel en réalisant une compétitivité continue.

La part de ces activités dans la production industrielle est variable, comme le montre le Ministère de l'industrie, les industries agro-alimentaires poursuivent leur tendance à la hausse en inscrivant une variation de +4,3% en 2017, appréciable mais non suffisante.

Après une baisse de 3,1% relevée au premier trimestre 2017, les matériaux de construction voient leur production remarquablement augmenter au deuxième trimestre en transcrivant une évolution de +5,6%, de même pour les industries des bois et papier qui inscrivent également une croissance appréciable, soit +9,1% au deuxième trimestre 2017. Le reste des activités enregistre des baisses au premier trimestre 2017, notamment les ISMMEE, les industries chimiques et les industries des cuirs et chaussures (Tableau n°02).

Globalement, la production industrielle du secteur public enregistre toutefois une hausse de 02% au deuxième trimestre 2017 par rapport à la même période de l'année 2016 (1,4%). Cette croissance est tirée principalement par le secteur de l'énergie qui se distingue par un net relèvement de 08,8% en 2017, taux largement supérieur à celui relevé le même trimestre 2016 (+4,9%).

Et la valeur ajoutée globale réalisée par le secteur de l'industrie affiche une augmentation de 3,7% au deuxième trimestre 2017 au lieu de 3,4% au deuxième trimestre de l'année 2016⁶.

Tableau n°02 : Evolution des indices de la production industrielle par secteurs d'activité (Variation en %)

Type d'industrie	2016/2015	2017/2016
ISMME	-3,4	-9,1
Matériaux de construction	6,6	5,6
Industrie Chimique	12,7	-18,2
Industrie agroalimentaire	-5,2	4,3
Industrie de textile	2,5	-8,7
Industrie de cuir	11,8	-26,9
Industrie du bois et de papier	37,6	9,1
Industries diverses	-16,1	-7,4

Source : Conçu à partir des données du Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'énergie et des mines n° 31, Edition Novembre 2017.

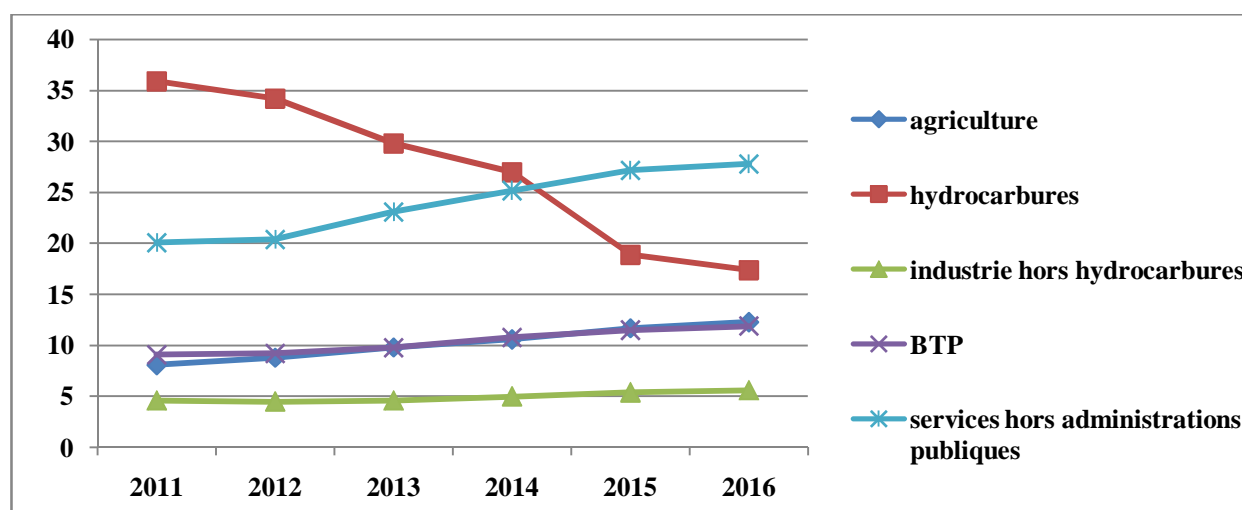
Néanmoins, ce tableau montre le déclin de plusieurs activités industrielles, en effet, on enregistre une forte mortalité des entreprises industrielles, particulièrement dans les activités de l'industrie agroalimentaire, qui a constaté 81 PMI radiées en 2017 sur un total de 221 radiation d'entreprises industrielles toutes activités confondues. Le manque de maturation dans le lancement des projets et le manque de la compétitivité expliquent sans doute cette dégradation du tissu industriel et cette mortalité.

2. Quelle part du secteur industriel dans la création de richesses en Algérie ?

Sur un taux de croissance du PIB hors hydrocarbures qui se maintient à 2,1% au cours du deuxième trimestre de l'année 2017 au lieu de 3,5% durant la même période de l'année 2016, l'industrie hors hydrocarbures n'affiche qu'un taux de 5,6% du PIB en 2016⁷ contre 5,4% en 2015.

Avec 975,7 milliards de dinars de valeur ajoutée courante en 2016⁸, l'activité industrielle ne représente qu'une part insignifiante, de ce fait, l'industrie se classe au dernier rang des secteurs hors hydrocarbures, loin derrière les autres secteurs d'activité qui génèrent tous, de 12% à 28% du flux annuel de richesse produite (PIB), comme le montre le graphique ci-après.

Graphique n°02 : Comparaison entre l'évolution de la part de l'industrie et des autres secteurs d'activité à la croissance économique en Algérie (en % du PIB)



Source : Construit à partir des données du rapport de la Banque d'Algérie (2016), p. 106.

Ce secteur en plus que sa contribution à la croissance économique soit très faible, mais il s'agit d'un secteur qui consomme beaucoup de biens d'équipements importés, pesant ainsi lourdement sur la facture d'importations et accentuant davantage la dépendance à l'extérieur. En effet, la valeur des importations des biens d'équipements industriels s'élève à 14 709 millions de dollars en 2016, contre seulement 53 millions de dollars d'exportations de biens d'équipements industriels, on peut dire ainsi que le secteur industriel favorise le déficit de la balance commerciale.

En termes de création d'emplois, nous pouvons dire que l'industrie contribue en partie à la résorption du chômage, puisqu'elle emploie 1,4 million de travailleurs en 2016 (tableau n°03), en hausse de 06,7%. En 2014, l'industrie emploie 13% des actifs selon l'ONS.

Tableau n°03 : Part des PMI dans l'emploi en Algérie

	2014	2015	2016
Nombre d'emplois dans l'industrie	1 290 000	1 377 000	1 465 000

Source : Construit à partir des données du rapport de la Banque d'Algérie (2016), p. 110.

Au regard de ces statistiques, nous pouvons dire que le secteur industriel est donc loin de constituer un moteur de croissance économique, plusieurs défis sont à relever pour pouvoir faire de ce secteur une vraie locomotive de développement et pour sortir enfin de l'indépendance aux hydrocarbures. Dans le point suivant nous allons essayer de résumer les principales spécificités de ce secteur constituant sa vulnérabilité et contraignant son décollage.

3. Les spécificités du secteur industriel algérien: Vision critique sur ses vulnérabilités

Les conditions générales dans lesquelles l'entreprise algérienne, publique et privée, évolue au quotidien demeurent, en dépit des réformes entreprises, aussi complexes et fortement marquées par des pesanteurs bureaucratiques. Mais plus spécifiquement, nous pouvons énumérer les insuffisances suivantes reflétant la vulnérabilité de l'industrie algérienne :

- **Forte dépendance aux importations des inputs**

La faiblesse des capacités de production locale est induite par la forte dépendance des approvisionnements (intrants) importés et l'appareil industriel, qui est à faible contribution en matière d'exportation, est massivement dépendant de l'extérieur pour son fonctionnement. En effet, les inputs de l'appareil de production industrielle sont toujours importés et pèsent lourdement sur la facture d'importation, en effet, la valeur des importations des biens d'équipements industriels s'élève à 14 709 millions de dollars en 2016, contre seulement 53 millions de dollars d'exportations de biens d'équipements industriels⁹, et ce malgré qu'ils peuvent être produits localement et suppléés par la production nationale à travers le soutien à la substitution des importations.

Donc, les importations de biens d'équipements industriels doivent être substituées graduellement par la production nationale, et ce, selon un plan d'action approprié basé sur une analyse fine des capacités nationales, susceptibles d'être renforcées par les éventuels partenariats publics et privés nationaux et étrangers notamment.

Aussi, les PMI sont appelées à la restructuration en se dotant d'un plan de redressement interne leur permettant de rendre l'outil de production maîtrisable et ainsi créer un climat de concurrence.

- **Manque de compétitivité**

La concurrence des produits étrangers induite par la libération du commerce extérieur empêche les produits locaux d'être compétitifs. Selon le rapport de Doing business, l'Algérie est aussi loin d'être un pays innovateur et compétitif, elle décroche la place de 108^{ème} sur 127 pays (rapport 2016).

En effet, l'ouverture de l'économie nationale génère de nouveaux défis pour les entreprises algériennes qui devront affronter une concurrence de plus en plus vive sur le marché domestique et sur les marchés extérieurs. Les entreprises industrielles algériennes présentent une faible compétitivité même sur leur propre marché intérieur.

Cela est dû en premier à la spécialisation excessive des entreprises dans des secteurs de technologies à faible valeur ajoutée, un niveau moyen des équipements, à la situation financière difficile pour les acteurs économiques d'innover et de développer des compétences nouvelles et adéquates. Ces limites sont amplifiées, d'une part, par la lenteur des transformations de l'environnement local, et d'autre part, par le fait que les politiques industrielles mises en application en Algérie n'ont jamais eu pour but d'articuler les cadres technologique, scientifique et commercial susceptibles de nourrir le processus industriel.

Pour remédier à cette situation, la structure du tissu industriel algérien doit être constituée d'entreprises aptes à être le moteur de la croissance en assurant une offre de produits compétitifs et innovants pour répondre aux besoins de la demande interne et qui permettent, également, au pays d'accéder aux marchés extérieurs.

Ces qualités ne peuvent être réunies que par des entreprises structurées, ayant des capacités managériales, techniques et financières.

Ces projets industriels structurants, par la valorisation des ressources locales, permettront une remontée des filières industrielles et une plus grande intégration dans la chaîne des valeurs. Ils permettent aussi d'assurer la compétitivité, la rentabilité, la durabilité et de tirer parti des avantages comparatifs absolus (notamment gaz naturel, butane, propane, éthane, ressources minières dont le fer et les phosphates, les minéraux industriels)¹⁰.

La relance de l'industrie et le défi de la compétitivité imposent de bâtir d'abord des industries de base qui aideront la création de PME/PMI, en aval.

- **Climat des affaires peu propice aux investisseurs**

La médiocrité de l'environnement des affaires et la lenteur des procédures administratives, constituent un véritable handicap à l'essor des PMI/PME en Algérie.

Ceci peut-être perçu notamment par le taux de mortalité des PME/PMI qui ne cesse de s'accroître d'une année à une autre, il a enregistré 3338 en 2016 et 2051 en 2017 de PME radiées, et l'industrie manufacturière, quant à elle, a enregistré respectivement une mortalité de PMI de 1433 et 221¹¹.

Si nous essayons de comprendre pourquoi ces entreprises trouvent des difficultés à réaliser leur croissance et leur pérennité, il suffit d'observer la qualité institutionnelle et l'environnement des affaires en Algérie. Selon le rapport de Doing business, l'Algérie est classée en 2016 à la 163^{ème} place sur 189 pays évalués. Puis, l'Algérie a perdu dix places dans le classement Doing Business pour l'année 2018 et se situe désormais au 166e rang sur 190 économies classées selon la facilité de faire des affaires¹². Le climat des affaires devient donc

plus difficile en Algérie alors que la crise économique suite à la chute des cours de pétrole impose son amélioration.

Par ailleurs, l'Algérie dispose d'un climat des affaires le moins attractif pour les PME/PMI au regard de la pression fiscale sur les entreprises. L'Algérie figure parmi les pays où la pression fiscale est la plus élevée avec un taux d'imposition total de 72,2% le plus important du continent africain selon le WEF (Forum Economique Mondial, rapport 2016)¹³. Selon la même source, la différence est donc prononcée entre l'Algérie et les autres pays voisins, à titre d'exemple la Tunisie qui enregistre un taux d'imposition total de 59,9%.

Outre ces faiblesses ou vulnérabilités qui caractérisent le contexte industriel algérien, nous pouvons également citer les entraves suivantes :

- Manque de cohérence et de visibilité de la politique nationale en matière d'investissement ;
- Rigidité dans le financement en raison de la faible performance du système financier;
- Existence d'un secteur informel de grande ampleur ;
- Difficulté d'accès au foncier ;
- Difficulté d'accès au marché extérieur à cause, entre autres, de l'absence d'initiatives d'exportation ;
- Bureaucratie et lenteur des procédures administratives;
- Manque de fiabilité et de clarté d'informations concernant le marché national;
- Faible coordination entre les divers acteurs concernés : investisseurs, banques, administrations publiques....etc.

Aujourd'hui les débats économiques doivent être repositionnés en les recentrant autour des préoccupations les plus récurrentes telles qu'elles sont exprimées.

Devant une telle réalité, les pouvoirs publics doivent appliquer des mesures visant une réforme du cadre de régulation des affaires et du dispositif législatif et fiscal qui les régissent en vue de lever les obstacles à la création et au développement des entreprises.

Conclusion

Le développement du contexte industriel national passe par la densification de notre tissu industriel et son organisation en filières favorisant l'intégration de la production nationale et la mobilisation de toutes les potentialités pour exploiter les opportunités qu'offrirait le marché.

Cependant, après plusieurs années de réformes et tentatives ayant visé à l'essor des entreprises industrielles, ce secteur peine toujours à se développer et à participer à tirer la croissance nationale, et ce en raison de l'échec des stratégies industrielles qui manquent de cohérence et de visibilité sur le long terme. En effet, les enjeux et les défis auxquels est confrontée l'économie algérienne demeurent de taille, et de plus, ses problèmes se revêtant parfois d'un caractère structurel.

Enfin, il conviendrait de présenter, à cet égard, un certain nombre de préconisations, que nous jugeons comme conditions, sine qua non, pour le développement du secteur industriel, notamment :

- L'instauration d'un environnement des affaires sain afin de favoriser l'épanouissement de l'entreprise nationale productrice de richesse et d'emploi ;
- La levée des contraintes bureaucratiques entravant l'acte d'investir et l'initiative entrepreneuriale ;
- La contribution à la promotion de la destination algérienne pour les investisseurs étrangers par l'amélioration substantielle de la position de l'Algérie dans les différents classements mondiaux mesurant le niveau de performance du climat des affaires ;
- L'exposition claire et précise des réformes engagées par les différentes parties prenantes au niveau national et international pour une meilleure visibilité des projets.

Références bibliographiques

- Boukhouni Ouahiba : « La nouvelle stratégie industrielle en Algérie : réalités et perspectives », Revue recherches économiques et managériales, n°15, Décembre 2014.
- Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'énergie et des mines n° 31, Edition Novembre 2017.
- Rapport de la Banque d'Algérie (2016).
- Rapport Doing Business, Economy Profile Algeria, 2018.
- Ministère de l'industrie et des mines : « Politique gouvernementale dans le domaine de l'industrie et des mines », Septembre 2015.

¹ Ministère de l'industrie et des mines : « Politique gouvernementale dans le domaine de l'industrie et des mines », Septembre 2015, p. 02.

² Toutes les sociétés de capitaux sont assujetties à l'IBS. Le taux d'imposition sur les bénéfices réalisés en Algérie est de 25%, il est ramené à 12,5% si les bénéfices sont réinvestis. Ce taux est un des plus faibles au Maghreb.

³ Le montant de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) est calculé en tenant compte des réfections de 30-50% établies par la loi. La taxe est de 2% déductible sur le bénéfice imposable.

⁴ La base imposable de la taxe foncière est constituée par la valeur fiscale locative de la propriété imposable. Le taux de la taxe foncière sur la propriété bâtie est de 3%, alors que pour les propriétés non bâties situées en zone non urbanisée, il est de 5%. En zone urbanisée, il varie entre 5 et 10% en fonction de la surface. Un taux d'abattement de 2% par an.

⁵ Ministère de l'industrie et des mines : « Politique gouvernementale dans le domaine de l'industrie et des mines », Septembre 2015, p. 08.

⁶ Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'énergie et des mines n° 31, Edition Novembre 2017, p. 32.

⁷ Rapport de la Banque d'Algérie (2016), p. 106.

⁸ Idem, p. 18.

⁹ Rapport de la Banque d'Algérie (2016), p. 122.

¹⁰ Ministère de l'industrie et des mines : « Politique gouvernementale dans le domaine de l'industrie et des mines », Septembre 2015, p. 3

¹¹ Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'énergie et des mines n° 31, Edition Novembre 2017, p. 15.

¹² Rapport Doing Business, Economy Profile Algeria, 2018.

¹³ Tiré du site web : <http://www.businessinsider.fr/les-25-pays-avec-les-taux-dimposition-les-plus-eleves/>. Date de consultation le : 16/08/2018.